

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article218>



Services publics

- La démocratie : un enjeu - La démocratie face aux défis - Débats - Les institutions - La Constitution -



Date de mise en ligne : samedi 23 janvier 2010

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Notre ami Didier a participé à Tours, les 16 et 17 janvier 2010, à l'Assemblée générale de Convergence pour les services publics. Il y a fait entendre la voix de l'Association pour une Constituante. Après avoir rappelé que les services publics font partie du patrimoine commun et qu'ils ont contribué à la reconstruction de l'après guerre, il a déclaré :

« A l'heure où s'accumulent les crises – financière, climatique, environnementale, sociale, alimentaire – nous pensons que nous devons nous doter des instruments de la nécessaire mutation. Mais cette nécessaire mutation est impossible dans le cadre actuel car les politiques de dépossession de la puissance publique ont été poussées trop loin. Un point de basculement a été atteint.

Alors, quelle convergence ?

Tout d'abord, reconnaissons que cette convergence est nécessaire. Face aux multiples attaques dans de nombreux secteurs d'activités de la société, les combats solitaires sont perdus d'avance. Mais cette convergence nécessite de partager des analyses. C'est à cette condition qu'il sera possible d'une part de rassembler, d'autre part, de fixer des objectifs.

C'est parce que les pouvoirs publics ne sont plus les garants des intérêts communs des citoyens, ne sont plus légitimes pour les représenter que la question des institutions devient majeure. Ce n'est pas un hasard si elle est au cœur des enjeux lors des révolutions en France ou dans les pays en grande transformation comme aujourd'hui en Amérique latine. Le peuple doit se réapproprier sa propre règle du jeu politique.

C'est pourquoi nous avons créé l'Association pour une Constituante et nous sommes maintenant nombreux, répartis dans des cercles locaux.

Nous pensons que nous avons besoin en France d'un nouveau contrat à la fois social, écologique, économique et politique dans un cadre démocratique renouvelé. C'est la raison pour laquelle nous avons lancé le processus de rédaction de nouveaux cahiers de doléances. Nous considérons qu'une Constituante est nécessaire, rassemblant une majorité de Français dans leur diversité, pour que les habitants soient les propriétaires de leur destin partagé. C'est en effet grâce à la démocratie dite libérale, c'est-à-dire celle qui organise la dépossession des citoyens une fois les élections passées, celle que nous connaissons actuellement, que l'inféodation aux intérêts financiers internationaux est rendu possible : la propriété privée est protégée par l'ordre juridique, la propriété collective ne l'est pas.

Rien ne sera possible si nous ne mettons pas à bas les institutions antidémocratiques actuelles et si nous ne nous dotons pas simultanément des outils économiques dont nous avons besoin, placés sous la protection des Français ».

Notre ami Berthier qui a également participé à cette réunion y a distribué un tract reprenant l'ensemble de leurs interventions et qu'on peut trouver ci joint en pièce attachée.